

Accompagner la dématérialisation

Soumis par **Rédaction Creuse** le ven, 12/04/2019 - 18:05

Creuse



Numérique

Le secrétaire d'Etat en charge du numérique Cédric O, hier à **Guéret**, l'avoue lui-même : lors du grand débat national, il n'y a pas eu une réunion où le numérique n'ait été abordé, souvent de façon négative, comme «symptôme ou cause d'abandon des services publics et des territoires».

Mais voilà, le gouvernement a tout de même décidé d'aller d'ici 2022 vers des services publics entièrement dématérialisés, et pour le coup, le Conseil départemental a anticipé la fracture numérique à prévoir... Le 31 mai dernier déjà, une journée «e-inclusion» sur l'inclusion numérique avait été organisée sur cette thématique, «déterminante pour les nouveaux services publics ou marchands», précise Valérie Simonet, présidente du Conseil départemental de la Creuse.

Plusieurs interrogations ont été soulevées, et des pistes d'actions ont été dessinées, avec l'usage du numérique comme fil conducteur, au-delà de l'accès physique, pour éviter une «fracture sociale multiformes». Une réflexion sur le comportement idoine à adopter en fonction des personnes éloignées de l'usage du numérique, que ce soit des seniors, des

personnes isolées ou porteuses de ha



«Un plan d'action vers les populations

locaux», précise Maële Tijeras, directrice de l'insertion et du logement, précisant la nécessité d'une action conjointe, qui de fait a créé un groupe local e-inclusion en septembre dernier. «C'est un consortium qui préfigure les nouvelles façons de travailler dans nos territoires, afin de développer l'ingénierie et les outils».

Le profil des personnes «déconnectées» est divers et varié, et les personnes âgées ne sont pas les seules en cause. «On a tous les publics, des jeunes au seniors, et toutes les catégories socioprofessionnelles. Le problème, c'est qu'on considère que certains sont connectés parce qu'ils vont sur les réseaux sociaux, mais au niveau professionnel ils ont besoin d'accompagnement», explique Eric Durand de la Quincaillerie numérique, le tiers-lieu de la communauté d'agglomération du Grand Guéret .

Différents acteurs sont d'ores et déjà présents sur le territoire pour cet accompagnement, dans les mairies, associations, et bien entendu dans les tiers-lieux, «on a déjà un maillage territorial cohérent», précise Valérie Simonet. C'est là que le Conseil départemental intervient, en fédérant tous ces acteurs, et en répondant à l'appel à projet de l'état de territoire d'action pour un numérique inclusif.

Cédric O était donc hier en Creuse pour signer avec le Conseil départemental cette charte, faisant de la Creuse l'un des dix territoires pilotes au niveau national.

«En signant la charte, vous reconnaissez l'hyperruralité de la Creuse comme un écosystème favorable au développement numérique dans tous les domaines», se réjouit Valérie Simonet. Et pour cela, la question des «aidants numériques» est centrale : comment accompagner les publics de façon sécurisée ?

Des outils comme la certification Transconnect aidants ont été créés, et le «pass numérique» est en cours de développement, en parallèle du chèque Aptic, qui sera distribué aux personnes identifiées comme ayant besoin d'une formation numérique. Ces chèques pourront être utilisés dans les lieux labellisés, à l'instar des tiers-lieux du réseau creusois Tela, qui pour le moment proposent ces formations gratuitement, et pourront ainsi développer un modèle économique sur ces formations...

Cédric O insiste sur l'importance de cet accompagnement, en formant les gens ou en mettant à leur disposition des personnes pour faire à leur place... Sur les 13 millions de personnes «déconnectées» estimées en France, le secrétaire d'Etat considère en effet que 5 à 6 millions ne «sauront jamais s'en servir»... Et qu'il faudra donc «faire à leur place». D'où l'importance du maillage territorial pour détecter les gens et les amener vers le numérique, afin de maintenir le lien social et, surtout, permettre l'entière dématérialisation des services publics...

Quelques repères

Le Nec Rural

Une première journée nationale Numé



d'année. Le conseil départemental ve
Rural» dont les inscriptions sont à faire avant fin mai.

Ce «temps démonstrateur dédié aux différents usages» permettra de fédérer davantage les acteurs locaux.